

Rudin, Ronald. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1985. Pp. 315. Photographies, tableaux statistique, cartes, orientations bibliographiques, index nominatif. \$14.00

Pierre Louis Lapointe

Volume 15, numéro 3, february 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1018032ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1018032ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lapointe, P. L. (1987). Compte rendu de [Rudin, Ronald. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1985. Pp. 315. Photographies, tableaux statistique, cartes, orientations bibliographiques, index nominatif. \$14.00]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 15(3), 300-301.
<https://doi.org/10.7202/1018032ar>

surface of urban life.” If the authors are to be faulted, it is for their overindulgence in statistical analysis. Elaborate cross-tabulations of wages, ethnic origin, diffusion rates of technology and inflation tend to blunt the reader’s curiosity, especially when they illustrate such stultifying statistics as “British Columbia according to this standard had 0.013 more telephones per capita than Ontario, and Nova Scotia 0.064 less.”

Of course, an overabundance of statistics is less a flaw than an indication of the excellence of this research. Ultimately, few will carry away from *Monopoly’s Moment* a store of new statistics; instead the book’s legacy lies in its convincing treatment of the organizational imperatives of a new technology and Canadians’ varied reaction to it. Others will succumb to the virus of organizational history and its potential applicability to phenomena of modern urban life well beyond streetcars and telephones. Nelles and Armstrong have succeeded in diverting attention from traditional preoccupation with nation and class building, and have reminded us that in modern urban society “the primary processes of change involved,” to quote Louis Galambos again, “organization building, both public and private, and the creation of new and elaborate networks of formal, hierarchical structures of authority that gradually came to dominate our economy, policy, and culture. America’s rendezvous was not with the liberal’s good society. It was with bureaucracy.”

Duncan McDowall
The Conference Board of Canada

Rudin, Ronald. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 1985. Pp. 315. Photographies, tableaux statistique, cartes, orientations bibliographiques, index nominatif. \$14.00.

Le titre de l’ouvrage de Ronald Rudin est fort approprié. Il souligne avec justesse l’oubli dans lequel est tombée la minorité québécoise de langue anglaise. Nous savons peu de chose de son histoire et les «demi-vérités» qui circulent à son endroit mériteraient d’être reléguées au musée des stéréotypes nationalistes. On a préféré passer sous silence l’importante contribution des anglo-québécois au développement du Québec, parfois consciemment mais le plus souvent inconsciemment. Dans les régions antérieurement dominées numériquement par les anglo-québécois, les campagnes de francisation des disciples de l’abbé Groulx ont trop souvent fait disparaître les noms de rues et de lieux qui rappelaient l’ancienne présence anglaise. Le Sacré-Coeur, St-Jean-Baptiste, les héros de 1837 et des noms de “curés” allaient remplacer les anciens toponymes.

L’ouvrage du professeur Rudin comble un vide important. Il était temps que l’on publie une histoire des anglo-québécois, afin de corriger l’idée fort répandue, à l’effet que tous les anglophones du Québec font partie de l’élite économique et sociale du Canada. Ceux qui habitaient le “Golden Square Mile” et qui, au début du XX^e siècle, contrôlaient environ 70% de la richesse du Canada, n’étaient pas représentatifs des anglophones du Québec. Mais, sur le plan purement statistique, cette infime minorité, par ses revenus et ses richesses, faussait vers la hausse le revenu moyen des anglo-québécois, donnant l’impression que le travail manuel, la misère morale et physique, et la pauvreté, étaient totalement étrangers à la minorité de langue officielle du Québec. Ronald Rudin nous apprend que la vaste majorité des ancêtres de la minorité anglo-québécoise, étaient, au même titre que ceux de la majorité française, agriculteurs, pêcheurs (Gaspésie), forestiers (Outaouais) et travailleurs industriels (Montréal). Leurs élites étaient, il va sans dire, plus puissantes, plus opulentes, et plus commerçantes que les élites traditionnelles francophones, mais ils avaient leur lot de deshérités et d’opprimés — Et ces gens, unis par la langue anglaise, étaient profondément divisés par la religion, par l’ethnie et par leurs intérêts régionaux. Ronald Rudin effectue un survol de ces facteurs de division, de 1759 à nos jours, et souligne de façon particulière l’opposition entre anglicans et presbytériens; entre «l’église établie», les méthodistes et les églises protestantes inspirées par le modèle américain; entre les anglo-catholiques et les anglo-protestants; et entre les anglais, les irlandais et les écossais — Pour ceux qui s’intéressent à l’histoire urbaine, le professeur Rudin met en relief les luttes qui opposent les anglo-protestants de la «McGill Faction» aux «Townshippers» et à Robert Sellar — un beau cas de tiraillement entre l’urbain et le rural.

Et il ne faut pas oublier le peu de cas que les anglo-protestants ont fait des anglo-catholiques lorsqu’il s’est agit de négocier des droits scolaires pour cet important segment de la minorité anglophone du Québec — En 1867, ils furent abandonnés aux mains de l’épiscopat québécois — éminemment francophone et francophile. Mais, tout divisés qu’ils sont, les anglo-québécois vont faire «bloc» à chaque fois qu’ils sentiront leur existence menacée. C’est ainsi qu’ils fermeront le rang lors de l’insurrection de 1837, face à l’ultramontanisme des Bourget et des Laflèche, à l’occasion des crises de 1939 et de 1942, et lors du «Référendum» de 1980.

Egalement d’intérêt pour les passionnés d’histoire urbaine: L’impact de la décadence économique de Québec et de la croissance de Montréal, sur le paysage démographique du Québec. Une importante saignée démographique anglo-québécoise suit de près le déclin du commerce du bois avec la Grande-Bretagne, commerce qui avait fait la fortune du port de Québec et de ses chantiers navals.

L'ouvrage de Ronald Rudin, est divisé en deux parties à peu près égales. La première, qui couvre la période pré-confédérative, (1759-1867) nous résume la croissance démographique anglo-québécoise. En 1861 celle-ci compte déjà pour 25% de la population du Québec. Le professeur Rudin analyse la contribution des diverses ethnies et confessions religieuses à ce mouvement démographique, et explique l'origine des classes sociales et des particularismes régionaux qui allaient marquer profondément l'évolution de la minorité de langue officielle au Québec. Et il s'attarde de façon particulière au système d'éducation et à la vie politique afin de mettre en lumière les nombreuses divisions qui minaient l'unité des anglo-québécois et les relations qui liaient minorité et majorité. Dans la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée à la période post-confédérative (1867 à nos jours) l'auteur se penche sur les mêmes problèmes, mais dans un contexte de mise en minorité accrue des anglo-québécois. Ils se voient peu à peu dépouillés de leur influence à la faveur de forces économiques qui font de Toronto la nouvelle métropole du Canada et qui attirent hors du Québec une importante partie de leurs effectifs. Obligés de s'adapter, ils vont, selon Rudin, opter de plus en plus pour le bilinguisme et se refaire une place au sein de la société québécoise. Mais, dorénavant «minoritaires» dans toute l'acception du terme, et face à de nouvelles règles du jeu, ils devront apprendre à lutter pour la survie de leur langue et de leurs traditions.

Pierre Louis Lapointe
Archiviste régional
Archives nationales du Québec, Hull

Bookchin, Murray. *The Limits of the City*. Second revised edition. Montreal: Black Rose Books, 1986. Pp. xi, 194. \$29.95 cloth, \$14.95 paper.

At its core, this is the volume first published in 1973, but it is bracketed in the revised edition with a lengthy new introduction and a final chapter entitled "Theses on Libertarian Municipalism."

The new material draws out more explicitly the operational implications of the original analysis, which charted, within a Marxist framework, the emergence of the bourgeois city. In this new material Bookchin distinguishes more explicitly between "urbanization" and "citification," and between "statecraft" and "politics." And he also brings to bear more pointedly the ecological implications of the malignant nature of contemporary city growth, concerns reflected in more recent work like *Toward an Ecological Society* (1980).

Bookchin's central concern remains "the development of a new, civically oriented, confederal politics." He argues that "libertarian municipalism constitutes the only viable social

and political alternative . . . to the impasse of proletarian socialism . . . and the rampant urbanization that will dissolve all community ties that exist today and replace the traditional forms of social articulation by the sinews of bureaucratization" (p. 25).

John H. Taylor
Department of History
Carleton University

White, Randall. *Ontario 1610-1985, A Political and Economic History*. Toronto and London: Dundurn Press, 1985. Pp. 352. 52 illustrations; maps; index. \$34.95 cloth; \$16.95 paper.

Bothwell, Robert. *A Short History of Ontario*. Edmonton: Hurtig Publishers Ltd., 1986. Pp. x, 222. Illustrations, maps, index. Paper \$13.95.

The past few months have seen the appearance of two histories of Ontario, both intended for the popular market, and both of which claim to be the first such book to appear since 1928. The authors of both claim to have written political and economic, rather than social, histories, and both cover the history of the territory which became the province of Ontario from the days of Huronia to the fall from power of the provincial Tories in 1985. Randall White, formerly a provincial government economist, wrote his *History of Ontario* as a general introductory volume to the Ontario Heritage Foundation's projected Local History Series. Robert Bothwell, a political historian at the University of Toronto, was apparently commissioned by Hurtig publishers to write his *A Short History of Ontario*.

Bothwell's book is about a hundred pages shorter than White's, but it is in many ways the more satisfactory of the two. The major problem with White's book is that it makes for tedious reading. Though this may come as no surprise to generations of school children and western Canadians, it is hardly a forgivable lapse in a book addressed to a general audience. White's book is not, be it said, poorly written, though his competent prose cannot compete with Bothwell's pleasant, breezy style. More important, White's prose bogs down in detail in the sense that he attempts to include every major event of political significance, and this proves his undoing. Bothwell notes that the political issues of the early 1800s were transitory, and skips to the War of 1812; White would have been well advised to have taken a similar course in numerous places. He could also have departed from chronology a little more and have drawn together certain themes so he could deal with them in a meaningful way in one place. Urbanization, for example, turns up in a number of places (though not in the index), but one tires of reading how the